

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

L. DUGÉ DE BERNONVILLE

Chronique des questions ouvrières et des assurances sur la vie

Journal de la société statistique de Paris, tome 67 (1926), p. 138-144

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1926__67__138_0

© Société de statistique de Paris, 1926, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

V

CHRONIQUE DES QUESTIONS OUVRIÈRES ET DES ASSURANCES SUR LA VIE

Le chômage en Europe en 1925. — Les chiffres du tableau ci-après représentent les proportions des ouvriers en chômage parmi les membres des organisations ouvrières dans un certain nombre de pays. Compte tenu des fluctuations saisonnières, ces chiffres laissent apparaître une aggravation du chômage par rapport à l'année précédente dans presque tous les pays. Vers la fin de 1925, notamment, le chômage s'est accru rapidement en Allemagne, en Danemark et Norvège; 1.760.000 chômeurs étaient secourus en Allemagne à la date du 15 janvier 1926. Pour la Suède, l'Angleterre et la Belgique, les chiffres de 1925 sont sensiblement plus élevés que ceux de l'année précédente.

(1) Savoir : dette intérieure, 293; capital des pensions restant à payer, 45, et ce qui reste à payer pour l'achèvement de la reconstitution, environ 21 milliards.

(2) Un seul fait suffira pour montrer l'ampleur progressive de dissimulations, c'est le montant des valeurs relevées dans les déclarations de successions et donations.

Tableau n° 4. — Période 1900-1904 33.711 millions (pour les cinq années)

—	1905-1909	35.051	—	—
—	1910-1914	32.538	—	—
—	1920-1924	45.448	—	—

or, l'annuité successorale moyenne de la période d'avant-guerre (7.000) correspondait à une fortune privée d'environ 290 milliards; l'annuité de 1924 (12.279) correspond à une fortune de plus de 900 milliards.

Voir également notre étude sur *La Fortune privée et les fraudes successorales* (Berger-Levrault, éditeurs).

Proportion pour 100 des chômeurs parmi les membres des organisations ouvrières

	Grande-Bretagne	Belgique	Allemagne	Pays-Bas	Danemark	Suède	Norvège
1924							
Mars	7,8	0,6	16,6	11,0	18,4	13,8	7,8
Juin.	7,2	1,0	10,4	7,2	5,1	7,3	4,3
Septembre. . .	8,6	0,7	10,5	8,9	5,5	7,1	4,8
Décembre. . .	9,2	1,5	8,1	12,3	13,2	15,5	12,5
1925							
Janvier	9,0	2,0	8,1	15,1	16,9	14,8	8,6
Février	9,4	1,7	7,3	12,2	16,6	13,7	8,1
Mars	9,0	1,5	5,8	9,3	15,1	12,0	7,4
Avril	9,4	1,6	4,3	7,7	13,3	10,8	9,5
Mai	10,1	1,2	3,6	6,9	11,2	8,2	8,1
Juin.	12,3	1,1	3,5	6,7	9,3	8,1	8,5
Juillet.	11,2	1,1	3,7	8,9	8,3	7,6	8,3
Août	11,4	0,9	4,3	8,5	9,7	7,7	10,1
Septembre. . .	11,4	0,8	4,5	7,6	10,5	8,5	12,9
Octobre	11,3	0,7	5,8	7,1	13,5	10,1	17,0
Novembre . . .	11,0	2,3	10,7	9,1	20,6	11,8	19,0
Décembre. . .	11,0	2,8	19,4	16,0	31,1	19,4	23,7

Voici, d'autre part, les nombres de chômeurs secourus en France, ou enregistrés par les Bureaux de placement de quelques autres pays :

	Chômeurs secourus	Chômeurs complets, enregistrés			
	France	Italie	Suisse	Tchéco-Slovaquie	Pologne
1924					
Mars.	983	218.740	21.380	180.000	112.583
Juin	547	130.793	10.938	87.027	136.100
Septembre . . .	465	115.591	8.718	73.006	155.245
Décembre. . . .	534	150.449	11.419	65.213	159.060
1925					
Janvier	705	156.382	12.184	71.042	172.420
Février	1.029	156.659	11.834	67.350	184.430
Mars.	1.014	142.552	10.185	60.710	183.640
Avril	931	126.521	8.591	48.070	178.480
Mai	675	101.405	7.189	44.567	173.140
Juin	626	85.532	8.084	40.200	171.340
Juillet	637	79.526	9.751	42.036	174.977
Août.	581	72.211	9.895	45.402	184.910
Septembre . . .	618	82.764	10.356	42.440	196.430
Octobre.	523	85.769	12.219	39.743	213.480
Novembre. . . .	557	112.059	15.760	42.485	249.666
Décembre. . . .	635	122.200	17.027	48.384	313.709

En Pologne, le nombre des chômeurs s'est notablement accru par rapport à l'année précédente. En Suisse également, on observe une certaine tendance au relèvement du chômage dans les derniers mois de 1925. Par contre, en Italie et en Tchéco-Slovaquie, la situation s'est maintenue relativement satisfaisante; en France, le nombre des chômeurs reste toujours très faible, l'activité industrielle étant soutenue dans une large mesure par les possibilités d'exportations dues à ce que la hausse des prix intérieurs n'a pas suivi celle des changes.

Pour certains pays, notamment pour le Danemark, la Norvège, la Pologne et même la Belgique, le relèvement du chômage est, en partie, la conséquence des efforts qui ont été faits en vue de la stabilisation de la monnaie. Ajoutons d'ailleurs que, dans quelques cas, la stabilité n'a pu être maintenue; c'est ainsi par exemple que le zloty polonais a perdu 80 % de sa valeur de juillet à septembre 1925; la couronne norvégienne tend également à baisser depuis septembre, et la couronne danoise aura vraisemblablement de très grosses difficultés à se maintenir au niveau où elle a été amenée à la fin de l'année (8 % environ au-dessous du pair).

Le coût de la vie et les salaires en France en 1925. — Les indices des prix de détail calculés en 1925 par la *Statistique Générale de la France*, et les indices de la dépense d'une famille pour l'alimentation, le loyer, l'habillement, etc. établis par quelques commissions régionales fonctionnant en application du décret du 19 février 1920 sont reproduits dans le tableau ci-dessous :

Indices, base 100 en 1914

	Prix de détail de 13 denrées de première nécessité		Dépense d'une famille de 4 personnes établie par les Commissions régionales de :				
	Ensemble des villes de plus de 10.000 habt.	Paris					
			Paris	Nancy	Marseille	Bordeaux	Rouen
1920 (max.)	452	426	370	375	415	388	376
1922 (min.)	313	289	291	277	310	303	295
1925							
Janvier.	»	408	»	»	418	»	380
Février.	442	410	386 (1)	»	»	»	»
Mars.	»	415	»	357	»	391	»
Avril.	»	409	»	»	427	»	380
Mai.	435	418	390 (1)	»	»	»	»
Juin.	»	422	»	362	435	401	»
Juillet.	»	421	»	»	»	»	390
Août.	451	423	401 (1)	»	440	»	»
Septembre.	»	431	»	376	»	413	»
Octobre.	»	433	»	»	448	»	406
Novembre.	471	444	421 (1)	391	»	»	»
Décembre.	»	463	»	397	475	440	»
1926							
Janvier.	»	480	»	»	»	»	427
Février.	»	495	»	»	488	»	»

La hausse du coût de la vie, relativement modérée pendant le premier semestre de 1925, s'est accentuée pendant le second, en raison de la baisse du franc. Les indices dépassent maintenant partout largement les maxima enregistrés en 1920.

Au total, on peut estimer que le taux d'accroissement du coût de la vie pendant l'année 1925 a été de 10 à 15 %.

Le Bulletin de la Statistique générale de la France de janvier 1926 publie les résultats généraux d'une enquête sur les salaires faite en octobre 1925 auprès des Conseils de prudhommes de plus de 200 localités.

Ces résultats peuvent être utilement rapprochés de ceux fournis par les enquêtes antérieures et notamment par la précédente (octobre 1924) et par la dernière enquête effectuée avant la guerre, en 1911.

Le taux moyen d'accroissement des salaires d'octobre 1924 à octobre 1925 est de 6 % pour l'ensemble des professions masculines et de 8 % pour les professions féminines.

Par rapport à 1911, l'augmentation générale, pour l'ensemble des professions masculines dans toutes les localités, ressort, d'après les moyennes établies, à 507 % en ce qui concerne le salaire horaire (2,79 en octobre 1925 contre 0,46 en 1911), et à 404 % pour le salaire journalier (23,25 en octobre 1925, au lieu de 4,61 en 1911). Ainsi, en prenant pour base l'année 1911, on peut dire qu'à la fin de 1925 les salaires journaliers avaient en moyenne quintuplé, et que les salaires horaires avaient sextuplé.

Les Conseils de prudhommes ont également fourni des évaluations sur le prix ordinaire de pension à l'hôtel payé par l'ouvrier célibataire pour la nourriture et le logement. On peut résumer comme suit la comparaison des salaires, des prix de pension et des prix de détail des denrées de première nécessité :

		Valeur				Indices ramenés à la base 100 en 1911		
		Oct. 25	Oct. 24	Fév. 21	Fév. 11	Oct. 25	Oct. 24	Fév. 21
Salaire journalier	Hommes.	23,25	22 »	18,92	4,61	504	477	410
	Femmes.	12,25	11,36	9,44	2,29	535	496	412
Prix mensuel de pension (nourriture et logement).		360	338	285	70	514	483	407
Indices des prix de détail des denrées de première nécessité		4.713	4.280	4.303	1.014	465	422	244

L'indice moyen du prix de pension à l'hôtel payé par l'ouvrier célibataire pour la nourriture et le logement suit fidèlement l'indice des salaires journaliers des professions masculines. Il n'en est pas tout à fait de même de l'indice des prix de détail des denrées, peut-être en partie parce que cet indice est basé sur l'hypothèse d'un *genre de vie invariable*, tandis que le prix de pension représente le coût de la vie des ouvriers auxquels il s'applique, *compte tenu des modifications* qui ont pu se produire dans le genre de vie de ces ouvriers.

Le développement des caisses de compensation des allocations familiales. — Les renseignements publiés par le « Comité central des allocations familiales », organe permanent de liaison et d'études auquel adhèrent la presque totalité des Caisses de compensation, permet de se rendre compte du très grand développement pris par ces institutions dans les dernières années. Voici quelques données d'ensemble sur ce développement (1).

	Nombre de caisses	Établissements adhérents	Effectif du personnel	Familles allocataires	Enfants bénéficiaires	Montant des allocations annuelles (millions de francs)
1 ^{er} janvier 1920 .	6	230	50.000	11.500	20.000	4
1 ^{er} janvier 1921 .	52	4.000	525.000	123.000	213.000	»
1 ^{er} janvier 1922 .	75	5.200	665.000	153.000	266.000	70
1 ^{er} mars 1925 .	165	11.000	1.200.000	276.000	480.000	146

Les 165 caisses mentionnées au dernier Annuaire du Comité central, comprenaient 14 caisses commerciales et 11 caisses agricoles. Ces caisses ne se bornent plus, comme au début de leur fonctionnement, à distribuer des allocations familiales; un grand nombre ont institué des services tendant à la protection de la famille et de l'enfance (primes à la natalité, et primes d'allaitement, consultations de nourrissons, infirmières visiteuses, etc...). Les modalités suivant lesquelles sont distribués les allocations familiales proprement dites ou autres primes, varient beaucoup suivant les Caisses. Les moyennes ci-après, établies en tenant compte de l'importance relative de l'effectif du personnel de chaque caisse, ont été indiquées dans l'Annuaire du Comité central des allocations familiales pour 1925 :

Allocations mensuelles	{	Familles de 1 enfant.	19 francs
		— 2 enfants.	48 —
		— 3 —	90 —
		— 4 —	140 —
		— 5 —	194 —
		— 6 —	253 —
Primes de naissance	{	Premier-né	203 francs
Primes d'allaitement	{	Suivants	166 —
		295 francs, répartis sur une durée variant de 3 à 12 mois.	

A ce sujet, nous croyons devoir signaler plus particulièrement quelques renseignements statistiques d'un très grand intérêt concernant l'œuvre sociale du *Consortium de l'industrie textile de Roubaix—Tourcoing*. Au 31 décembre 1925, 33.226 familles, composées de 146.367 personnes bénéficiaient d'allocations familiales. Voici

(1) D'après le *Bulletin du ministère du Travail*, juillet-août-septembre 1925.

comment se répartissaient ces familles suivant le nombre des enfants de moins de treize ans;

Nombre d'enfants par famille	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Nombre de familles. . . .	19.692	7.986	3.222	1.452	565	228	61	15	4	1

Parmi les 33.226 familles bénéficiaires, il y avait 19.289 mères n'exerçant aucune profession.

Le Consortium de l'industrie textile paie : aux familles de 1 enfant, 2 francs par jour; aux familles de 2 enfants, 5 francs; aux familles de 3 enfants, 8 francs; aux familles de 4 enfants, 12 francs; aux familles de 5 enfants, 15 francs, etc.

Une prime de 200 francs (augmentée de 5 % depuis le 2 janvier 1926) est allouée à chaque naissance, lorsque la mère ne travaille pas et que le père est occupé dans une usine adhérente. Si la mère travaille également dans une usine adhérente, la famille reçoit la prime totale. Si l'un des conjoints travaille dans une autre profession, la prime est réduite de moitié. En 1925, il a été payé 1.874 primes de 100 francs et 1.766 primes de 200 francs. Les dépenses totales pour allocations familiales et primes de naissance se sont élevées pour l'année 1925 à 19.666.000 francs. Le montant des salaires payés ayant été de 375.255.000 francs, les dépenses pour allocations familiales et primes de naissance représentent plus de 5 % des salaires. Ajoutons que le Consortium a institué un service d'allocations en cas de maladie (3^f 25 par jour à partir du neuvième jour et pendant quatre-vingt-dix jours) qui comporte aussi des indemnités spéciales pour visites médicales ou interventions chirurgicales; les sommes dépensées à ce titre en 1925 s'élèvent à 288.000 francs.

Les accidents déclarés dans les professions soumises à la loi du 9 avril 1898. — Le *Bulletin du ministère du Travail*, d'avril-mai-juin 1925, a publié une statistique des déclarations d'accidents faites chaque année de 1914 à 1923, par application de l'article 11 de la loi du 9 avril 1918. Le Bulletin fait remarquer que pendant les hostilités, l'envoi des avis d'accident aux inspecteurs du travail n'a pas été effectué aussi régulièrement qu'au cours des années antérieures, de sorte que les chiffres fournis par la statistique des déclarations pendant cette période sont probablement inférieurs aux nombres réels des accidents.

Voici comment se répartissent les accidents annuellement déclarés, d'après leurs suites probables :

Années	Morts	Incapacité permanente	Incapacité temporaire (plus de 4 jours)	Suite inconnue	Totaux
1914.	1.147	3.163	292.103	4.759	301.172
1915.	1.246	3.539	242.921	4.604	252.310
1916.	1.546	3.746	392.145	8.894	406.331
1917.	1.561	4.387	470.896	12.011	488.855
1918.	1.558	3.643	467.344	7.441	479.986
1919.	1.559	4.070	481.522	3.866	491.017
1920.	1.932	5.931	640.528	7.959	656.350
1921.	1.822	5.298	600.583	7.936	615.639
1922.	1.837	6.513	668.713	5.767	682.830
1923.	2.082	7.259	763.986	4.648	777.975

Sans tenir compte de la période de guerre, on peut remarquer que le nombre des accidents déclarés a sensiblement progressé dans les dernières années.

Pour 1923, les chiffres s'établissent comme suit, par sexe et par âge.

	Enfants de moins de 18 ans		Femmes de plus de 18 ans	Hommes de plus de 18 ans	Totaux
	Garçons	Filles			
Morts	104	13	31	1.934	2.082
Incapacité permanente . . .	548	123	769	5.819	7.259
Incapacité temporaire. . . .	62.203	12.153	49.469	640.161	763.986
Suites inconnues	241	78	316	4.013	4.648
Ensemble	63.096	12.367	50.585	651.927	777.975



Les sociétés de secours mutuels en 1923. — D'après le dernier rapport, publié au *Journal officiel* du 20 janvier 1926, le nombre total des sociétés de secours mutuels inscrites au répertoire le 31 décembre 1923, s'élevait à 22.354, dont 17.700 sociétés approuvées, 2.145 sociétés scolaires et 2.509 sociétés libres.

Sur ce nombre, 19.889 sociétés seulement ont fourni leurs états statistiques pour l'année 1923, malgré une circulaire ministérielle envisageant diverses sanctions à l'égard des sociétés qui persisteraient à ne pas fournir, dans les délais impartis, les statistiques de leurs opérations. Au moment où va se discuter le projet de loi sur les assurances sociales, il y a en effet le plus grand intérêt à connaître très exactement l'importance des effectifs mutualistes.

Voici comment s'établissaient ces effectifs pour les 19.889 sociétés qui ont transmis des renseignements statistiques en 1923 :

	Nombre de Sociétés	Nombre de membres		Total des membres
		Honoraires	Participants	
Sociétés approuvées d'adultes .	16.036	504.314	3.535.877	4.040.191
Sociétés scolaires.	1.904	31.061	791.841	822.902
Sociétés libres	1.949	29.529	319.158	348.687
	19.889	564.904	4.646.876	5.211.780

Pour l'ensemble des sociétés, le montant global des dépenses s'est élevé, en 1923, à 119 millions de francs, et celui des recettes à 160 millions, dont 12 millions de subventions accordées par l'État, les départements et les communes. Les dépenses de maladie ont absorbé 52 millions; les allocations annuelles et les pensions aux vieillards, 14 millions; les frais de gestion, 11 millions. Dans les *sociétés approuvées d'adultes*, 588.000 membres (17 % du total) ont participé en 1923 au service de secours maladie. Le total des dépenses maladie s'est élevé à 45 millions de francs, dont 28 millions par parties à peu près égales pour les honoraires des médecins et les frais pharmaceutiques. Des secours en espèces ont été distribués à 288.000 membres; ces allocations se sont élevées à 16 millions de francs pour 6 millions et demi de journées de maladie. La durée moyenne de la maladie a été de 22 jours un tiers pour chaque malade et la dépense moyenne de 2^f 45 par journée. Cette dépense moyenne était de 1^f 45 en 1913; l'augmentation, 70 %, est bien inférieure à celle du coût de la vie.

Production des compagnies françaises d'assurances sur la vie en 1925. — Le *Moniteur des Assurances*, du 15 janvier 1926, a publié les chiffres ci-après concernant les opérations principales des compagnies françaises d'assurances sur la vie en 1925 et 1924:

Compagnies	Capitaux assurés ¹ (millions de francs)		Rentes constituées (milliers de francs)		Sinistres (milliers de francs)	
	1925	1924	1925	1924	1925	1924
Assurances générales .	188,0	208,9	4.229	4.645	14.051	10.503
Union.	503,5	461,0	1.092	1.247	8.272	6.917
Nationale.	311,4	286,8	3.242	4.078	12.064	11.956
Phénix	157,0	163,8	1.375	1.947	8.317	8.470
Paternelle-Vie	84,3	59,5	73	115	1.336	1.291
Urbaine	235,8	198,2	466	402	3.588	3.750
Monde.	82,8	77,1	62	132	925	896
Soleil.	146,0	136,0	289	590	2.663	3.564
Aigle	81,2	79,9	117	174	1.429	2.014
Confiance	97,2	87,3	125	107	1.603	1.324
Patrimoine	61,4	34,4	21	21	655	489
Abeille.	82,0	71,3	123	181	2.095	»
France.	55,9	60,3	223	186	1.554	1.617
Foncière.	68,3	69,0	47	153	1.491	1.252
Nord	25,5	20,2	16	33	573	421
Séquanaise.	111,9	105,2	94	98	1.790	1.379
Lloyd de France. . . .	56,1	51,3	29	26	521	275
Populaire	60,0	59,3	»	»	425	431
Prévoyance.	142,1	140,0	173	127	932	668
Nation.	41,9	31,8	3	3	285	289
Secours	31,5	»	10	»	»	»

Le dernier rapport du Service du Contrôle des Assurances privées sur le fonctionnement des sociétés d'assurances, publié au *Journal officiel* du 7 juin 1925. concerne les opérations effectuées pendant l'année 1922.

Ce rapport mentionne 49 sociétés d'assurances sur la vie admises à souscrire des contrats, à la date du 31 décembre 1922 : 22 sociétés anonymes françaises; 11 sociétés françaises à forme mutuelle, 8 sociétés françaises à forme tontinière et 8 sociétés étrangères. L'actif total de ces sociétés s'élevait, au 31 décembre 1922, à 4.306 millions de francs, dont 3 milliards 482 millions pour les sociétés anonymes françaises, 122 millions pour les mutuelles, 265 millions pour les sociétés à forme tontinière et 437 millions pour les sociétés étrangères.

L. DUGÉ DE BERNONVILLE.
